



Charte d'accès distant aux ressources informatiques de l'Université Jean Moulin – Lyon 3

Introduction

La présente charte s'adresse aux prestataires auxquels est fourni un accès distant aux ressources informatiques de l'Université Jean Moulin.

Conditions d'accès

L'accès distant est autorisé à une personne donnée, qui est authentifiée grâce aux mécanismes inhérents aux VPN IPsec (mot de passe, certificat ou support d'authentification forte). Après s'être authentifié correctement, l'utilisateur a accès à des ressources définies au préalable.

Ces droits d'accès sont retirés lors de la cessation de l'activité justifiant l'accès distant et peuvent être suspendus en cas de violation de la présente charte.

Droits et responsabilités de l'utilisateur

L'utilisateur s'engage à utiliser l'accès distant aux ressources informatiques dans le cadre exclusif de son activité au sein de l'Université.

L'utilisateur s'engage à ne pas effectuer, de manière volontaire, d'opérations pouvant nuire au fonctionnement du réseau de même qu'à l'intégrité des ressources informatiques.

L'utilisateur s'engage à ne pas communiquer à quiconque son moyen d'authentification (mot de passe, certificat ou support d'authentification forte). Il est **entièrement responsable des opérations réalisées à partir de son compte**. Lorsqu'il quitte sa fonction au sein de l'université, il ne doit pas transmettre son moyen d'authentification à son successeur.

L'utilisateur s'engage à installer le client VPN sur un poste sur lequel les conditions suivantes sont satisfaites :

- un anti-virus est installé, configuré correctement et dispose de mises à jour automatiques des signatures ;
- les mises à jour système sont appliquées immédiatement lorsqu'elles concernent un problème de sécurité ;
- un firewall personnel interdit les connexions entrantes (au minimum pendant les périodes où le client VPN est utilisé).

En cas de vol de son support d'authentification forte, l'utilisateur signalera immédiatement l'incident au Service Informatique SOS Micro.

Responsabilités des Services Informatiques

Les Services Informatiques œuvrent pour assurer une qualité optimale des ressources informatiques de l'Université, tant en termes de disponibilité que de sécurité.

Les Services Informatiques se réservent le droit de prendre les mesures nécessaires si une utilisation excessive des ressources par un utilisateur nuit au bon fonctionnement général des ressources communes.

Les Services Informatiques se doivent d'avertir les utilisateurs de toute interruption volontaire de service, ainsi que d'en minimiser la durée.

Les Services Informatiques peuvent être amenés à contrôler l'utilisation des ressources matérielles, logicielles et réseau. Ces opérations sont réalisées dans le respect de la loi *Informatique et libertés*, et conformément à la déclaration faite à la CNIL (Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés).

L'utilisateur peut demander à l'Université la communication des informations nominatives le concernant et les faire rectifier conformément au règlement général sur la protection des données UE 2016/679 du 27 avril 2016 (RGPD) et la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée.

Respect de la loi

La loi sanctionne certaines fraudes en matière informatique, comme l'indique la loi n°88-19 du 5 janvier 1988 (loi Godfrin), complétée par la loi n°2004-575 du 21 juin 2004 :

- accès frauduleux à un système informatique ;
- atteintes volontaires au fonctionnement d'un système informatique ;
- tentative d'un de ces délits ;
- association ou entente en vue de les commettre.

Le détail de cette loi (articles 323-1 à 323-7 du Code Pénal) est disponible à la page : <http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnArticleDeCode?commun=CPENAL&art=323-1>

Par ailleurs, la législation interdit à tout utilisateur de réaliser des copies de logiciels commerciaux, pour quelque usage que ce soit, ainsi que de dupliquer, distribuer ou diffuser des documents (images, sons, vidéos,...) soumis au droit de la propriété intellectuelle.

Le détail de cette loi (articles L335-1 à 335-10 du Code de la propriété intellectuelle) est disponible à la page : <http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnArticleDeCode?commun=CPROIN&art=L335-%25>

Sanctions

En cas de violation de la charte, l'Université pourra suspendre immédiatement les droits d'accès de l'utilisateur aux ressources informatiques, de façon provisoire jusqu'au prononcé de la décision définitive par l'administration. Cette décision interviendra une fois que l'utilisateur aura été entendu. Dans l'hypothèse où la violation en cause constituerait une faute passible d'une sanction disciplinaire, l'intéressé pourra se voir traduit devant la section disciplinaire compétente.

L'Université Jean Moulin est tenue par la loi de signaler toute violation des lois constatée. Elle se réserve le droit d'engager des poursuites au niveau pénal, indépendamment de toute sanction interne mise en œuvre.

Engagement de l'utilisateur

Je soussigné(e)

Nom et prénom :

En qualité de membre de la société :

Déclare :

- avoir pris connaissance de cette charte d'accès distant aux ressources informatiques de l'Université Jean Moulin ;
- m'engager à respecter les principes de la présente charte ;
- avoir installé l'anti-virus nommé . sur mon poste et avoir configuré la mise à jour automatique des signatures ;
- avoir installé le firewall personnel nommé sur mon poste et avoir configuré le rejet des connexions entrantes ;
- être informé qu'en cas de violation de la charte je m'expose aux sanctions administratives et judiciaires en vigueur.

Fait à

le

Signature